

Zeitschrift: Revue suisse : la revue des Suisses de l'étranger
Herausgeber: Organisation des Suisses de l'étranger
Band: 33 (2006)
Heft: 3

Artikel: Les entreprises suisses à l'étranger : la "Sixième Suisse"
Autor: Ribi, Rolf
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-912396>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 11.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

La «Sixième Suisse»

Une entreprise suisse sur cinq est active à l'étranger. Les sociétés suisses ont ainsi créé pas moins de 1,8 million d'emplois hors de nos frontières. En termes d'investissements directs à l'étranger, la Suisse joue dans la cour des grands. Au profit ou au détriment de notre propre pays? Par Rolf Ribi

Tout le monde connaît la «Cinquième Suisse», les 635 000 Suisses de l'étranger vivant dans le monde entier. Mais qu'est-ce que la «Sixième Suisse»? Inventée il y a longtemps par le professeur d'économie bâlois Silvio Borner, cette expression désigne la partie de la Suisse économique qui fournit ses prestations à l'étranger. En effet, une entreprise suisse sur cinq est présente dans le monde par l'entremise de filiales, de coentreprises ou de coopérations (selon l'organe de promotion économique Osec).

La Suisse n'échappe pas à la mondialisation. Pour notre petit pays et son économie, l'ouverture à l'Europe et au monde apparaît comme une condition sine qua non. Aujourd'hui déjà, la Suisse «compte parmi les pays du monde les plus concernés par la globalisation» affirme Philipp M. Hildebrand, membre de la Direction générale de la Banque nationale, qui cite, comme preuves tangibles de notre interconnexion économique avec l'étranger, la part élevée d'exportations de l'ensemble de la performance économique du pays, la présence de nombreuses entreprises suisses à travers le monde, l'attrait de la Suisse comme siège principal de sociétés d'outre-mer et la position de pointe qu'elle occupe en termes d'investissements directs à l'étranger.

Dans la cour des grands

Les mouvements de capitaux transfrontaliers sont une des caractéristiques de la mondialisation de l'économie: chaque jour, la planète connaît un flux financier de l'ordre de 3,5 milliards de dollars sous forme d'investissements directs et de placements en titres. Depuis 1990, ces flux de capitaux internationaux ont progressé respectivement deux fois et quatre fois plus vite que le commerce international et que la production mondiale des biens et services. Forte-

ment impliquée dans l'exportation mondiale de capitaux, la Suisse joue dans la cour des grands, tant pour ce qui est des investissements directs des entreprises que des investissements en titres (voir graphique).

La Banque nationale suisse tient une statistique de l'évolution des investissements directs de l'économie suisse à l'étranger (exportation de capitaux) et de ceux de l'étranger dans notre pays (importation de capitaux). Selon sa définition, les investissements directs servent à «influencer directement et durablement sur l'acti-



L'acteur mondial Credit Suisse a son siège central à la Paradeplatz à Zurich.

vité d'une entreprise à l'étranger». Outre le capital de participation, la statistique porte sur les crédits accordés par les entreprises suisses et sur les recettes réalisées et réinvesties dans les filiales étrangères.

En 2004 (dernier relevé disponible), les investissements directs de l'économie suisse à l'étranger se montaient à plus de 33 milliards de francs, dont les deux tiers provenaient des bénéfices maintenus dans les entreprises à l'étranger et réinvestis. Une comparaison sur cinq ans permet de constater l'évolution suivante: les investissements directs étaient de 75 milliards en 2000, de 31 milliards en 2001, d'à peine 13 milliards en 2002, de presque 21 milliards en 2003, de plus de 33 milliards en 2004 et de 53 milliards (estimation) l'année passée.

Près de 22 des 33 milliards de francs de 2004 proviennent du secteur industriel. Avec 12 milliards, l'industrie chimique apparaît comme le principal investisseur, surtout en termes d'acquisitions à l'étranger. Les industries alimentaires, du bâtiment, de la métallurgie et des machines ont elles aussi réalisé d'importants investissements à l'étranger. Les investissements directs du secteur tertiaire, de 12 milliards, sont quant à eux inférieurs de 2 milliards à l'année précédente. Les principaux investisseurs suisses à l'étranger – Nestlé, Novartis, Roche, UBS et Holcim – comptent parmi les cent plus importants à l'échelle mondiale.

Flux de capitaux vers l'Europe

Où vont les milliards des investissements directs suisses à l'étranger? Comme durant les trois dernières années, les entreprises suisses ont principalement investi dans l'Espace économique européen. Plus de la moitié de la totalité des investissements directs – 16 milliards de francs – sont tombés dans les escarcelles des 25 pays membres de l'Union européenne, surtout la Grande-Bretagne (5 milliards), les Pays-Bas (4) et la France (3), tandis que 6 milliards sont partis en direction des Etats-Unis et 3 au Canada, deux pays où l'industrie chimique s'est clairement profilée comme le plus gros investisseur suisse. Quant à l'Asie, les investissements des entreprises suisses ont surtout profité à Singapour (4 milliards) et au Japon (1 milliard). Pourtant, en 2000, l'Amérique du Nord était encore la région de prédilection des investisseurs, avec 34 milliards.

Encore plus impressionnant que les investissements directs annuels: les capitaux d'investissements constitués en plus d'un siècle à l'étranger. Fin 2004, le montant des investissements directs suisses dans le monde dépassait 448 milliards, à savoir 159 pour le secteur de l'industrie et 289 pour celui des prestations de services. Plus de la moitié des capitaux d'investissement suisses, soit 230 milliards, se trouvaient en Europe – dont 47 dans le seul Royaume-Uni –, suivie par l'Amérique du Nord ainsi que l'Amérique centrale et du Sud – avec chacun 85 milliards – puis de l'Asie avec 34 milliards.

Trois ordres de grandeur

Les véritables critères de la connexion des capitaux de l'économie suisse avec l'étranger se révèlent à la lumière de la comparaison avec le

produit intérieur brut, de l'importance des revenus en capitaux et des emplois créés:

■ Forte de 448 milliards de francs, l'encaisse des investissements directs suisses à l'étranger, à l'échelle mondiale, est pratiquement équivalente au produit intérieur brut de 446 milliards. Le capital investi par la Suisse à l'étranger correspond donc à la performance économique annuelle de l'ensemble du pays. Compte tenu de son potentiel économique, la Suisse se classe au deuxième rang derrière le Luxembourg et précède ainsi des pays dont l'économie est comparable à la sienne tels que la Suède, les Pays-Bas et l'Irlande. En données absolues, l'encaisse des investissements de la Suisse à l'étranger place notre pays au sixième rang: «La Suisse est un des principaux investisseurs directs du monde» (Monika Engler, Economic Research, Credit Suisse).

■ En 2004, l'excellente évolution des affaires des filiales étrangères a permis de réaliser des bénéfices à hauteur de 50 milliards de francs sur les investissements directs de la Suisse à l'étranger, soit 11 % du rendement au vu des capitaux d'investissement direct, rendement dont 29 milliards ont été transférés en Suisse et 22 réinvestis sur place. Les produits des investissements directs à l'étranger contribuent à raison de 80% au solde positif de la balance courante suisse de 63 milliards et à raison de 0,5 % à la croissance économique. A titre comparatif, l'échange de marchandises (excédent commercial) s'élève à peine à 7 milliards et le commerce de services à 27 milliards (notamment grâce au tourisme et aux commissions bancaires). «Les investissements directs revêtaient et revêtent toujours une importance capitale pour la Suisse» (Niklaus Blattner, vice-président de la Direction générale de la Banque nationale suisse).

■ Méconnu et surprenant, un autre facteur se profile sur le marché de l'emploi: fin 2004, les quelque 5000 entreprises suisses possédant une participation au capital à l'étranger employaient plus de 1,8 million de personnes, à savoir 1 million dans l'industrie et 0,8 dans les sociétés de services (selon l'Office fédéral de la statistique). Un effectif qui équivaut tout de même à la moitié de celui des personnes actives en Suisse (3,6 millions). Les 38 entreprises suisses du Groupement de Holdings industriel-

les, qui comprennent la plupart des groupes multinationaux, occupent quant à elles environ 100 000 personnes en Suisse et près d'un million à l'étranger.

Ce constat soulève deux questions de fond: «Pourquoi les sociétés suisses déplacent-elles une partie de leur entreprise à l'étranger?» et «Ces externalisations entraînent-elles une baisse des emplois et donc une diminution de la prospérité en Suisse?».

Pourquoi investir à l'étranger?

Quelles sont donc les raisons à l'origine des investissements directs suisses? S'agit-il de réflexions défensives liées à certains problèmes rencontrés sur le marché suisse? Ou plutôt de motifs offensifs assortis de grandes espérances dans l'engagement de capitaux sur les marchés étrangers?

Par le passé, de nombreuses entreprises suisses ont déplacé certains de leurs secteurs à l'étranger pour des raisons financières. Plus de la moitié du 1,8 million d'employés des succursales étrangères travaillent dans l'industrie. Tout porte donc à croire que la production à haut

bouchés: selon Serge Gaillard, économiste en chef de l'Union syndicale suisse, la prospection du marché constituerait aujourd'hui la raison principale des investissements directs. Une démarche qui mettrait certes en péril les emplois en Suisse, mais la demande des nouveaux pays de production en biens et services suisses deviendrait rapidement trop forte. La présence sur place gagnerait donc en importance, afin de conserver les parts de marché conquises, comme le souligne Simone Hofer de l'UBS: «Même sur les nouveaux marchés, les clients sont exigeants en matière de service et de suivi.»

Prenons deux exemples concrets: le marché nord-américain, important et attrayant, ne peut être conquis par le biais des seules exportations. Une présence sur place, et donc le rapprochement des industries novatrices et des établissements de recherche leaders, se révèle indispensable. Ainsi, l'entreprise pharmaceutique suisse Roche s'est fortement implantée dans un fief de la biotechnologie de la «Bay Area» autour de San Francisco. De même, le groupe pharmaceutique Novartis crée, dans un

autre haut-lieu de la biotechnologie du Massachusetts, sur la côte est, un centre de recherches de plusieurs milliards.

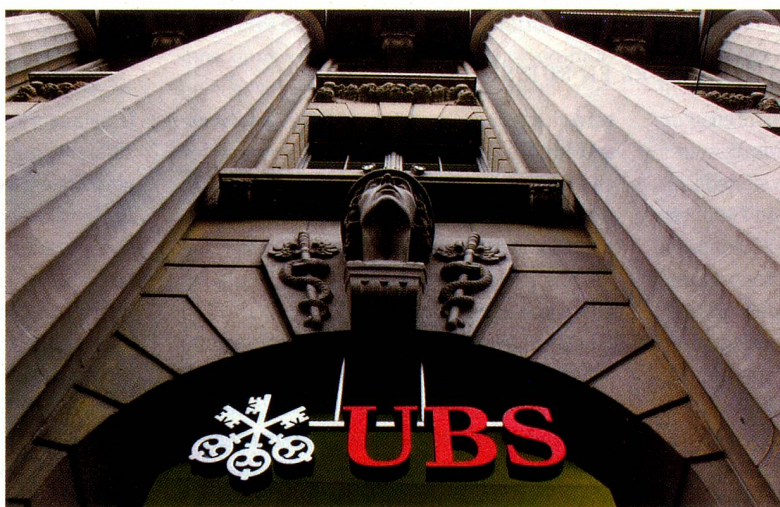
Citons encore Rieter, constructeur de machines textiles, à Winterthur: «Les marchés ont malheureusement quitté l'Europe et l'Amérique du Nord pour l'Asie. De manière à approcher de plus près la clientèle, mais aussi pour des raisons de coûts, nous externalisons nos capacités de production et de développement en Chine et en Inde, ce qui n'est pas sans conséquences pour nos sites

de l'Europe occidentale et de Winterthur» explique Hartmut Reuter, chef du groupe.

Dommages ou avantages?

Les investissements directs à l'étranger peuvent engendrer des pertes de travail et de salaire en Suisse. Fabriques abandonnées et usines fermées, emplois perdus et augmentation des cas sociaux dans les communes constituent le revers de la médaille de la mondialisation. Pourtant, certains arguments objectifs plaident en faveur des investissements directs dans les pays industrialisés et émergents:

■ Les trois quarts des investissements directs suisses sont effectués en Europe et en Amérique du Nord, avec pour objectifs primordiaux



Le siège central zurichois d'un autre acteur mondial, UBS, à la Bahnhofstrasse.

coefficient de main-d'œuvre est transférée à l'étranger, notamment dans les pays d'Europe de l'Est, où les conditions de production sont attrayantes, les coûts du travail avantageux et les débouchés incitatifs. La Chine et l'Inde offrent de gigantesques capacités industrielles, proposent des conditions de fabrication avantageuses et disposent de marchés nationaux en pleine expansion. Selon Simone Hofer de l'UBS, l'externalisation de la production dans des pays à main-d'œuvre bon marché, monnaie courante dans l'industrie textile, touche aussi la fabrication d'appareils électroniques, de médicaments, de logiciels et de matériel informatique.

A cette attitude défensive adoptée pour des raisons de coûts s'opposent des arguments offensifs dans le but de trouver de nouveaux dé-

de conquérir de nouveaux marchés et d'instaurer des réseaux de services et de distribution, non d'externaliser la production.

■ Plus de la moitié des investissements directs suisses proviennent des banques et des assurances ainsi que de l'industrie chimique. «Des secteurs économiques dont les représentants suisses comptent parmi les plus performants à l'échelle mondiale.» (Monika Engler, Credit Suisse).

■ La plupart des branches à vocation exportatrice importantes sont également des investisseurs directs majeurs. Dès lors, investissements directs à l'étranger et activités d'exportation sont souvent complémentaires.

■ Le déplacement de secteurs de production à l'étranger pour des raisons de coûts peut renforcer un secteur économique. «Les secteurs de production plutôt improductifs sont externalisés et ceux qui génèrent une plus-value élevée restent» (Franz Jaeger, professeur d'économie, allusion à l'industrie textile).

■ «Les vingt dernières années ont montré que les entreprises dont les investissements directs sont élevés créent un nombre relativement conséquent d'emplois aussi en Suisse» (Silvio Borner, professeur d'économie).

■ «Renoncer à transférer des emplois à l'étranger par égard pour l'économie locale et s'accommoder d'un affaiblissement de l'entreprise peut, à long terme, se révéler „antipatriotique“ (Gerhard Schwarz, rédacteur économique de la «Neue Zürcher Zeitung»).

Limites et risques

Bien entendu, les investissements directs à l'étranger connaissent des limites et sont parfois risqués. L'intégration dans une culture étrangère s'accompagne souvent de pratiques commerciales totalement différentes et de problèmes de communication. Les coûts d'entrée sur les marchés étrangers sont la plupart du temps élevés, et de tels investissements doivent souvent porter leurs fruits en quelques années seulement. L'attrait d'un pays en tant que site de production peut en effet s'atténuer rapide-

ment, notamment si les coûts du travail augmentent, si la préférence va aux fournisseurs locaux ou si des problèmes écologiques surgissent. Selon Serge Gaillard, la part d'échecs en cas d'externalisation s'élève à près d'un tiers des investissements directs.

Le phénomène de mondialisation peut aussi régresser si la politique cède le pas aux exigences protectionnistes des pays importants. Dans ce cas, comme l'affirme Philipp M. Hildebrand de la Banque nationale suisse, «même une correction de la tendance de la mondialisation ne saurait être totalement exclue».

DOCUMENTATION

Banque nationale suisse: L'évolution des investissements directs en 2004.

www.snb.ch/f/publikationen/publi.html

Swiss-American Chamber of Commerce and The Boston Consulting Group: Foreign Companies in Switzerland. Janvier 2006.

www.amcham.ch/publications/m_publications.htm

Credit Suisse: Des investissements directs aux frais des salariés? Janvier 2005 (et autres publications à ce sujet). www.credit-suisse.com/research

INVESTISSEMENTS DIRECTS ÉTRANGERS EN SUISSE

Les investissements directs étrangers en Suisse ont évolué de manière moins dynamique que l'exportation de capitaux et de façon très variable: de 32 milliards en 2000, ce montant est tombé à 22 milliards 2003, puis à un seul milliard en 2004 (surtout en raison des remboursements de crédit et de capital à l'étranger). Pour 2005, la Banque nationale estime l'importation de capitaux étrangers dans notre pays à quelque 7 milliards.

Le volume des capitaux d'investissements directs de l'étranger en Suisse s'élevait à 222 milliards (soit la moitié du volume des capitaux suisses à l'étranger), dont 109 milliards dans des sociétés financières et des holdings, suivies de loin par le commerce, les banques et le secteur industriel. Plus de la moitié des capitaux d'investissements étrangers – 125 milliards – provenaient des pays de l'Union européenne, avec pour principaux investisseurs, dans l'ordre décroissant, les Pays-Bas, l'Allemagne et la France. Les investisseurs des Etats-Unis y ont quant à eux contribué à hauteur de 89 milliards, soit 40 %.

Fort de 19 milliards de francs, le revenu du capital a rapporté un rendement financier de 9 % sur la mise de fonds étrangers, dont 8 milliards ont été réinvestis dans les filiales locales et 11 milliards reversés aux sociétés-mères à l'étranger. Notons au passage que sur les 167 000 employés des filiales étrangères recensées par la Banque nationale, 75 000

travaillent dans l'industrie et 92 000 dans le secteur des services. Plus des trois quarts de ce personnel en Suisse est employé au sein d'entreprises européennes et 34 000 personnes dans des représentations américaines.

Forte présence étrangère

Plus de 6500 entreprises étrangères sont présentes en Suisse par l'entremise de propres succursales, et la tendance est à la hausse. Une étude de la Chambre de commerce américano-suisse s'est penchée sur l'importance du rôle que jouent ces sociétés étrangères dans l'économie. En voici les principaux résultats: contribution d'environ 10 % ou 40 milliards au produit intérieur brut suisse (soit à peu près autant que le canton de St-Gall ou que l'ensemble de l'industrie des machines), emploi de 210 000 personnes (y compris les 35 000 collaborateurs des «sièges principaux» internationaux en Suisse), contribution de près d'un quart à la croissance économique des huit dernières années.

Plus de cent entreprises étrangères leaders en Suisse ont été interrogées au sujet du «site Suisse». Selon les résultats de cette enquête, 90 % d'entre elles opteraient aujourd'hui à nouveau pour ce choix. Outre les facteurs fiscaux, la stabilité politique, la qualité de la main-d'œuvre, le libéralisme de la loi sur le marché du travail et la «neutralité économique» pèsent de tout leur poids dans

la balance. Toutefois, quelques améliorations seraient souhaitables dans la délivrance des permis de travail, en vue de simplifier la taxe sur la valeur ajoutée et afin d'étendre les liaisons aériennes internationales. RR

Évolution des investissements directs 1985-2004

